



Communiqué de Presse

05 novembre 2013

Pacte d'avenir : des réponses concrètes avant toute réunion

Les 30 000 personnes rassemblées samedi dernier à Quimper ont confirmé l'existence d'une véritable union sacrée pour vivre, décider et travailler en Bretagne. A la suite de ce rassemblement, le Premier ministre et le ministre de l'agriculture ont annoncé une série de réunions portant notamment sur un pacte d'avenir pour la Bretagne.

Les responsables des organisations agricoles bretonnes estiment que ce énième plan administratif élaboré par les services de l'Etat est voué à l'échec s'il n'y a pas au préalable des décisions politiques fortes. Par conséquent ils ne participeront à aucune de ces réunions tant que des réponses claires n'auront pas été actées par les ministres sur quatre points essentiels pour la relance des filières agricoles et agroalimentaires.

1/ L'Ecotaxe doit être supprimée car c'est un impôt injuste qui serait un handicap supplémentaire pour l'économie bretonne. Mais c'est surtout le révélateur de la non prise en compte d'une réalité géographique où l'éloignement, le fait d'être une péninsule, pénalise les activités de notre territoire.

2/ Au-delà de l'Ecotaxe, la profession agricole attend de toute urgence pour l'ensemble de l'économie bretonne, le choc de simplification promis par le Président de la République : moins de promesses, des actes ! A commencer par la mise en application des mesures annoncées par Le Premier ministre le 12 septembre dernier au SPACE à Rennes : simplification des procédures et réduction des délais d'instruction des projets, passage d'une obligation de moyens à une obligation de résultats.

3/ L'agroalimentaire et les emplois bretons ne peuvent plus être exposés au dumping social pratiqué par nos concurrents européens. Dans l'attente de décisions politiques fortes pour y mettre fin, l'Etat doit compenser les écarts de coût par l'allègement des charges sociales dans les entreprises des filières alimentaires.

4/ L'obligation d'étiquetage d'origine des viandes pour valoriser nos produits, nos emplois et nos élevages. Cette mesure est réclamée par les consommateurs et les producteurs. Le MADE IN FRANCE doit devenir une réalité concrète.

Nos demandes sont simples et claires. La réponse à ces questions appartient aux politiques. Nous refusons de poursuivre notre participation aux groupes de travail et commissions avec les multiples services de l'Etat qui complexifient à l'envie et vont trop souvent à l'encontre des arbitrages rendus par le gouvernement. Les organisations agricoles bretonnes ne se déplaceront que pour des réunions qui se tiendront avec les Ministres qui doivent s'engager personnellement sur les décisions et leur bonne application.

C'est le message qui sera porté mercredi 6 novembre à la Préfecture de région par la profession agricole bretonne.

(*) FRSEA : Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles - JAB : Jeunes agriculteurs de Bretagne - Coop de France Ouest : syndicat des coopératives agricoles et agroalimentaires de l'Ouest de la France UGPVB : Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne

Contact Presse : Jean-Paul Le Métayer

Tél : 06 08 90 79 45 - Mail : jpaul.lemetayer@finistere.chambagri.fr